

Motion CA 5 mars 2024

Nous, enseignants du collège Françoise Dolto de Marly-la-Ville, contestons la réforme du collège et le « choc des savoirs ».

Face à la baisse de niveau constaté en mathématiques et en français, au lieu d'augmenter le volume horaire dans ces disciplines, le gouvernement fait disparaître 1h de soutien en 6^e. Les élèves n'auront plus que 25 heures par semaine au lieu de 26 actuellement.

Pour compenser cette perte, au lieu de réduire les effectifs par classe (la moyenne des effectifs en Europe est de 19 élèves), il propose de faire des groupes de niveaux dans ces 2 matières, en 6e et 5e, dans un premier temps, puis en 4e et 3^e dès 2025. Or il a été prouvé que répartir les élèves en « groupes de forts » et « groupes de faibles », quel que soit le nom qu'on leur donne, ne marche pas. Les élèves faibles sont regroupés, discriminés, stigmatisés.

Pour nous rassurer, on nous dit que rien ne sera figé que les élèves « faibles » pourraient intégrer le groupe des forts, donc changer de professeur... en cours d'année. D'autres seraient rétrogradés, humiliés. Ce serait la fin de la notion de classe, ce serait l'instabilité permanente surtout pour les élèves en difficulté. Les professeurs de français et de mathématiques ne connaîtraient plus que des bouts de classes et ne pourraient plus assurer un rôle de professeur principal. Cette organisation très compliquée nous paraît extrêmement déstabilisante et anxiogène pour les élèves que nous refusons de trier, de stigmatiser et de démoraliser.

De plus, pour mettre en place 3 groupes par classe en mathématiques et en français, il faudrait enlever des heures aux enseignements déjà dégradés des autres disciplines en faisant disparaître les ½ groupes en langues vivantes, en sciences, histoire-géographie... de la 6^e à la 3^e dès cette année car la DHG ne permet pas de les maintenir. L'AP disparaîtrait également. Il a déjà fallu déshabiller la technologie pour permettre la mise en place de l'heure de soutien en français cette année. La technologie a complètement disparu en 6^e alors que la formation au numérique était annoncée comme une priorité. Le soutien n'aura duré qu'une année sans que la technologie ne soit réintroduite (un vrai tour de passe-passe). Rappelons aussi que les 3^e n'ont plus musique car le

nombre de classes a augmenté et qu'aucun complément de service n'a été prévu.

Le « choc des savoirs » serait aussi la fin du collège unique avec 2 parcours dès la 5^e en vue d'une réflexion sur l'orientation que nous estimons trop précoce et qui peut faire craindre une incitation à amener davantage d'élèves vers la voie professionnelle déjà endommagée et définancée par les précédents gouvernements.

Nous souhaitons faire progresser et s'émanciper nos élèves. Pour cela il faut réduire les effectifs en maintenant une hétérogénéité relative et créer des postes au lieu d'en supprimer comme cela se fait depuis des années.

Le ministère a rendu 690 Millions d'euros, ce qui correspond à 11 000 postes (2600 en maternelle et primaire, 1740 en collège et lycée du public, 1760 en collège et lycée du privé, 4600 postes d'AESH et d'AED). Faire des économies n'est pas aider ! Le Choc des savoirs s'inscrit dans une logique qui supprime des postes, des heures d'enseignement, augmente la charge de travail des équipes et désorganise complètement le collège.

Pour faire progresser nos élèves, nous réclamons au contraire des créations de postes d'enseignants, un renforcement de la vie scolaire et du pôle médico-social ainsi qu'un vrai statut pour les AESH dont le nombre reste insuffisant et dont l'importance ne peut être niée dans une école censée être inclusive.

Nous assistons à une véritable saignée de notre école de la République. Les conditions d'enseignement ne cessent de se dégrader au détriment de toute la communauté éducative. C'est insupportable. Nous exigeons de vrais moyens nous permettant d'assurer la continuité du service public auquel nous sommes attachés en lieu et place de ce choc d'une grande violence pour les enfants et les personnels dont la charge de travail ne cesse de s'accroître sans véritable revalorisation. Les savoirs nous les avons, nous les transmettons, c'est un choc des moyens que nous attendons.

Le collège est souffrant depuis sa création ben 1975. Il a été pensé comme la base du lycée général et on savait, dès sa création, que 20 % des élèves y seraient en difficultés. 50 ans plus tard, le constat reste le même. Des sparadraps

ont été apposés au fur et à mesure puis retirés. Le collège mérite bien mieux qu'une réforme pensée et mise en place à la va-vite. Une réflexion de fond doit être enfin menée, non par les politiques mais par les personnels de l'Éducation Nationale qui ne font que subir les ambitions de leurs dirigeants.